

Dans ce numéro

Quatorze djihadistes présumés tués par les forces de sécurité égyptiennes dans le Sinaï...

(Page 2)

Dans la région du lac Tchad, Idriss Déby dénonce de fortes complicités locales avec Boko Haram...

(Page 4)

Un acteur étatique se trouverait derrière les sabotages de quatre pétroliers au large de Fujairah...

(Page 5)

La Corée du Nord soupçonnée de produire de l'uranium enrichi dans le complexe nucléaire de Yongbyon...

(Page 6)

Plus d'une trentaine de drones vendue par les États-Unis aux pays riverains de la mer de Chine méridionale...

(Page 7)

Les premiers avions de combat français Rafale livrés au Qatar...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Une attaque contre l'armée mozambicaine revendiquée par le groupe État islamique...

L'État islamique a affirmé pour la première fois être impliqué dans des combats récents avec l'armée mozambicaine dans le nord du pays, en proie à une insurrection islamiste depuis fin 2017, selon le *SITE Intelligence Group* spécialisé dans la surveillance des sites internet islamistes. « Les soldats du califat ont pu repousser une attaque des croisés de l'armée mozambicaine dans le village de Metubi, dans le nord du Mozambique, lundi » a affirmé l'État islamique dans un communiqué traduit par *SITE* mardi soir. « Ils les ont affrontés avec une variété d'armes, tuant et blessant un certain nombre d'entre eux. Les moudjahidines ont saisi des armes, des munitions et des roquettes comme butin » a-t-il ajouté. Le gouvernement et l'armée mozambicaine, qui ne communiquent généralement pas sur les attaques qui ensanglantent le nord du pays depuis un an et demi, n'ont pas démenti ou confirmé ces affrontements. Mais un expert interrogé par l'*AFP* a immédiatement mis en garde contre le risque de propagande. « L'État islamique n'est pas au Mozambique, c'est simplement de la propagande, mais ils ont peut-être des liens au Mozambique » a-t-il déclaré sous couvert d'anonymat. Depuis fin 2017, le nord du Mozambique, à majorité musulmane et riche en gaz, est le théâtre d'une vague de violences attribuées à des radicaux qui prônent une application stricte de la loi islamique. Ces violences ont fait au moins 200 morts, détruit de nombreux villages et contraint des milliers de personnes à l'exode.

(*Africa Radio*, le 05-06-2019)

Israël impliqué dans les explosions de navires à Fujairah, selon le site internet libanais *El-Nashra*...

Haitham Abu Said, coordinateur pour le Moyen-Orient de la Commission internationale des droits de l'Homme, cité lundi par le site web libanais *El-Nashra*, accuse Israël d'être impliqué dans les multiples explosions de navires de fret enregistrées le 12 mai dans les eaux des Émirats arabes unis (EAU). Abu Said s'est dit préoccupé par une possible escalade des tensions qui risque de raviver la crise dans la région, avec la tenue des conférences régionales infertiles et échouées d'avance. Cité par le site web libanais, *El-Nashra* Haitham Abu Said a insisté sur le fait qu'Israël, appuyé par ses alliés régionaux et mondiaux, tentait de travestir la réalité alors qu'il était directement impliqué dans les explosions des pétroliers du port de Fujairah. « Ces navires se trouvaient dans une zone portuaire, dans la région du golfe Persique qui est entièrement contrôlée par un système militaire américain. La responsabilité directe de cet incident incombe donc aux États-Unis et non à un autre pays. L'accusation portée contre l'Iran ou contre tout autre partie s'inscrit donc dans le cadre des accusations politiques qui n'aboutissent pas au Moyen-Orient » a-t-il prévenu. Les Émirats arabes unis ont annoncé, le 12 mai, une attaque ayant visé quatre pétroliers le long du port de Fujairah.

(*Press TV*, le 04-06-2019)

Cinq membres présumés du PKK abattus par les forces de sécurité turques dans la zone rurale de Lice...

Cinq membres de l'organisation terroriste et séparatiste PKK ont été éliminés dans une opération lancée en zone rurale à Lice, sous-préfecture de Diyarbakir. Dans un communiqué, le ministère de l'Intérieur informe qu'il s'agit d'une opération de sécurité intérieure. Cinq terroristes ont été éliminés et les opérations se poursuivent dans la région.

(La voix de la Turquie, le 03-06-2019)

Dans le Nord Sinaï, au moins dix policiers tués dans l'attaque d'un point de contrôle...

Au moins dix policiers ont été tués dans le nord du Sinaï, en Égypte, ce matin, suite à l'attaque d'un check point par des hommes armés. L'attaque a eu lieu alors que se tenait la prière marquant la fête de l'Aïd el-Fitr qui clôture le mois de ramadan. Le Nord Sinaï est depuis plusieurs années déstabilisé par des groupes dont certains ont fait allégeance à l'État islamique.

(Radio Vatican, le 05-06-2019)

Quatorze djihadistes présumés tués par les forces de sécurité égyptiennes dans le Sinaï...

Quatorze djihadistes présumés ont été tués lors d'opérations des forces de sécurité dans la péninsule du Sinaï, au lendemain d'un attentat qui a coûté la vie à huit policiers, a annoncé jeudi le ministère égyptien de l'Intérieur. L'attentat revendiqué par le groupe État islamique a visé un barrage de la police à l'ouest d'Al-Arich, chef-lieu du Nord Sinaï, dans le nord-est de l'Égypte. Il s'est produit au début de la fête musulmane du fitr, marquant la fin du mois de jeûne du ramadan. Cinq terroristes ont été tués et certains ont pris la fuite, ont indiqué mercredi les autorités. Dans son communiqué jeudi, le ministère de l'Intérieur a affirmé que la chasse aux assaillants en fuite a conduit à une cache que les forces de sécurité ont encerclée avant de lancer l'assaut, tuant quatorze extrémistes. Les forces de sécurité ont également découvert quatorze armes à feu, trois engins explosifs et deux ceintures d'explosifs en leur possession, a ajouté le ministère de l'Intérieur, qui a également diffusé des images des djihadistes présumés tués gisant dans des flaques de sang.

(Africa Radio, le 06-06-2019)

Dans le nord du Burkina Faso, une dizaine de djihadistes neutralisés lors d'une opération aéroterrestre de la force *Barkhane*...

Une dizaine de djihadistes ont été tués ou capturés dans la région du Gourma, dans le centre-est du Mali, frontalière du Burkina Faso, au cours d'une opération aéroterrestre menée vendredi par les militaires français de la force *Barkhane*, a annoncé mercredi l'état-major. L'armée française a parallèlement mené, du 20 mai au 3 juin, une opération d'ampleur avec l'armée burkinabé dans le nord du Burkina Faso, à la frontière avec le Gourma malien, selon la même source. Le 31 mai, après avoir observé un mouvement suspect d'une quinzaine d'individus au nord de Ndaki, dans le Gourma, région-sanctuaire de plusieurs groupes armés, l'armée française a lancé une opération rassemblant la composante aérienne, les groupes commandos et le groupement tactique aérocombat de la force *Barkhane*, détaille l'état-major dans un communiqué publié en ligne. Après une frappe aérienne conduite par des *Mirage 2000*, des commandos ont été déposés par hélicoptère. Une dizaine de terroristes a été mise hors de combat, et une quantité importante de ressources a été saisie, dont plusieurs motos et de l'armement individuel, détaille l'état-major. Parmi les groupes actifs dans la zone de Ndaki figurent l'État islamique au grand Sahara et Ansarul Islam, accusés de semer la terreur dans le nord du Burkina Faso. En parallèle, 450 militaires de la force française *Barkhane* ont mené fin mai, pendant près de deux semaines, une opération conjointe majeure avec les militaires burkinabés dans le nord du Burkina, selon un communiqué distinct de l'état-major français. D'après ce communiqué, cet engagement commun était une première depuis la signature de l'accord de décembre 2018 conclu entre Paris et Ouagadougou, prévoyant des interventions militaires françaises au Burkina en soutien des efforts de lutte antiterroriste du gouvernement.

(Africa Radio, le 05-06-2019)

Plusieurs attentats suicide déjoués par les forces de sécurité nigériennes...

Quatre kamikazes du groupe djihadiste nigérian Boko Haram ont été abattus dans la nuit de dimanche à lundi à Diffa, la plus grande ville du sud-est du Niger, frontalière du Nigeria, alors qu'ils tentaient de se faire exploser à proximité d'un important dépôt d'hydrocarbures, a-t-on appris lundi auprès d'autorités

locales. « Quatre kamikazes de Boko Haram ont été tués dimanche soir par les FDS (Forces de défense et de sécurité) à Diffa-ville, à côté de la Société nigérienne des dépôts pétroliers » a indiqué à l'AFP une source municipale. « Il n'y a pas de doute, les dépôts de la SONIDEP où sont stockés les réserves d'hydrocarbures de la région, étaient bien leurs cibles, heureusement qu'ils ont été stoppés à temps » a affirmé un élu à l'AFP. C'est le deuxième attentat suicide déjoué en quelques heures dans cette ville de 200 000 habitants, située à quelques kilomètres de la frontière du Nigeria, berceau de Boko Haram. Selon l'élu, deux éléments présumés de Boko Haram ont été arrêtés alors qu'ils s'apprêtaient à mener une attaque vraisemblablement contre une église de la ville. « Des ceintures d'explosifs ont été saisies lors d'une perquisition d'un domicile qu'ils ont indiqué aux policiers » a-t-il ajouté.

(Africa Radio, le 03-06-2019)

Une série d'attentats contre la capitale, Niamey, et Diffa, la grande ville du sud-est, a été déjouée ce week-end au Niger, a annoncé lundi le gouvernement. Selon un communiqué du ministère nigérien de la Défense lu à la radio d'État samedi après-midi, un groupe de cinq personnes dont deux terroristes avérés a été arrêté dans le quartier qui abrite l'aéroport international de Niamey. Ces terroristes avaient l'intention de perpétrer des attentats dans la ville de Niamey ou ses environs. Toujours selon le ministère de la Défense deux autres attaques ont été déjouées à Diffa, dimanche. Les autorités locales ont incriminé le groupe islamiste nigérian Boko Haram.

(La voix de l'Amérique, le 04-06-2019)

Multiplication des attaques de bases militaires nigérianes par la faction de Boko Haram affiliée au groupe État islamique...

Le groupe djihadiste Boko Haram a multiplié ces derniers jours les attaques contre des bases militaires dans le nord-est du Nigeria, envahissant trois d'entre elles et volant des armes, a-t-on appris lundi de sources sécuritaires. Des combattants présumés de la faction de Boko Haram affiliée au groupe État islamique, l'ISWAP, ont attaqué en tout quatre bases entre vendredi et dimanche, ont indiqué des sources au sein de l'armée et d'une milice. On ignorait dans l'immédiat le bilan humain de ces attaques survenues dans l'État du Borno. Dimanche, les assaillants ont échoué à s'emparer d'un camp dans la ville de Dikwa. « Les terroristes ont attaqué des troupes à Dikwa vers 4H00 (03H00 GMT), mais l'attaque a été repoussée sans avoir fait de victimes de notre côté » a déclaré à l'AFP un responsable de l'armée qui a demandé à garder l'anonymat. « Les djihadistes sont venus à bord de treize camions équipés de mitrailleuses lourdes » a précisé un autre officier. Dikwa, située à 90 km de Maïduguri, la capitale de l'État du Borno, abrite plus de 70 000 déplacés vivant de l'aide humanitaire, dans plusieurs camps. Précédemment, tard samedi soir, les djihadistes avaient fait irruption dans une base de la ville de Marte, à 40 km de là, chassant les forces armées après des échanges de tirs prolongés, ont indiqué les deux sources militaires. Ils ont pillé les lieux, emportant les armes abandonnées par les soldats en fuite avant de mettre le feu à la base. Les soldats se sont repliés sur Dikwa. Sur leur chemin de retour vers le lac Tchad, les insurgés ont mis à sac une autre base, dans le village de Kirenowa, à 30 km de Marte. « Les soldats de Kirenowa ont été évacués à Dikwa après l'attaque » a indiqué le premier officier. Les djihadistes ont vraisemblablement lancé ces attaques à partir de leur enclave de la région du lac Tchad, où l'armée nigérienne a intensifié ses attaques aériennes contre les camps de l'ISWAP. Enfin, les forces armées basées dans le village de Dalwa, à 16 km de Maïduguri, ont été délogées après une bataille de 6 heures contre des combattants de l'ISWAP qui s'est poursuivie jusqu'à dimanche, selon les sources militaires et au sein d'une milice anti-djihadiste. Les combats ont contraint les habitants de Marte à fuir dimanche à Maïduguri, ont indiqué des habitants. Des troupes sont cependant revenues à Marte tard dimanche soir, avec des renforts en provenance de Maïduguri.

(Africa Radio, le 04-06-2019)

Une série d'attaques contre des bases militaires nigérianes revendiquées par l'État islamique en Afrique de l'Ouest...

La faction du groupe djihadiste Boko Haram affiliée au groupe État islamique a revendiqué mardi une série d'attaques contre des bases militaires dans le nord-est du Nigeria et affirmé avoir tué quatorze soldats. Les allégations de cette faction, l'ISWAP (État islamique en Afrique de l'Ouest), n'ont pu être vérifiées de manière indépendante. Une source militaire a cependant confirmé que cinq soldats avaient été tués dans la base de la ville de Marte. Dans un communiqué en ligne, l'ISWAP a affirmé que ses combattants avaient attaqué cinq bases dans le nord de l'État du Borno le week-end dernier, détruisant

des véhicules et emportant des armes, selon *SITE Intelligence Group*, spécialisé dans la surveillance des sites internet islamistes. Les djihadistes ont attaqué des bases dans les villes de Marte, Kirenowa et Dikwa avec des armes légères, moyennes et lourdes, tué quatorze soldats et détruit six camions et un véhicule blindé, selon l'ISWAP. Les insurgés ont ajouté avoir emporté deux véhicules et un arsenal d'armes et de munitions comme butin et brûlé l'une des bases. Deux autres bases, dans les villages de Kali et de Balgi, ont été attaquées par des assaillants à moto qui ont mis le feu à des tentes. « Nous avons perdu cinq soldats dans les affrontements de Marte, mais je n'ai aucune précision sur les pertes humaines dans les autres camps » a déclaré une source militaire. « Nous devons attendre l'évaluation finale des incidents pour avoir un bilan définitif des victimes ». Lundi, des sources au sein de l'armée et d'une milice avaient déclaré à l'AFP que les islamistes avaient attaqué quatre bases militaires, envahissant trois d'entre elles et volant des armes. Selon ces sources, les combattants avaient envahi les bases de Marte, Kirenowa et Dalwa mais l'assaut sur Dikwa avait été repoussé.
(Africa Radio, le 05-06-2019)

Dans la région du lac Tchad, Idriss Déby dénonce de fortes complicités locales avec Boko Haram...

Le président tchadien Idriss Déby a dénoncé mardi de fortes complicités locales avec le groupe djihadiste nigérian Boko Haram dans la région du lac Tchad, appelant à dénoncer tous ceux qui servent de relais aux terroristes. « Si les terroristes peuvent pénétrer dans les lignes intérieures de nos forces de défense et poser des mines, c'est qu'ils bénéficient assurément de fortes complicités locales. C'est pourquoi j'en appelle à la prise de conscience patriotique des populations. Il faut dénoncer et dissuader, en toute responsabilité, tous ceux qui servent de relais aux terroristes » a déclaré le président tchadien devant des leaders religieux à la grande mosquée de N'Djamena. « La multiplication des attaques terroristes dans la région du lac Tchad doit nous préoccuper à plus d'un titre car elle met en péril la quiétude et la sécurité, acquises au prix d'immenses sacrifices » a-t-il dit. « Nous assistons présentement à une nouvelle forme d'attaques terroristes comme le prouve l'explosion d'une mine qui a récemment causé la mort de quatre soldats et d'un cameraman de la télévision nationale » a ajouté M. Déby. Quatre militaires tchadiens et un journaliste de la télévision nationale ont été tués samedi dans l'explosion de leur véhicule sur une mine dans l'ouest du Tchad, alors qu'ils se rendaient sur une position de l'armée attaquée par Boko Haram, selon des sources sécuritaires.
(Africa Radio, le 05-06-2019)

Deux Américaines ayant rejoint l'État islamique remises à des représentants du gouvernement américain par les FDS...

Deux Américaines accusées de s'être jointes au groupe terroriste État islamique se dirigent vers les États-Unis avec leurs six enfants, selon un porte-parole des autorités kurdes dans le nord-est syrien. Ils ont été remis hier à des représentants du gouvernement américain. Les Forces démocratiques syriennes appuyées par Washington détiennent plus de 2 000 combattants djihadistes venus de plus de 50 pays depuis l'effondrement de leur califat autoproclamé en mars dernier.
(La voix de l'Amérique, le 06-06-2019)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Contrairement aux rumeurs, le Nord-Coréen Kim Yong-chol serait toujours en fonction...

Le média d'État nord-coréen indique que le leader nord-coréen Kim Jong-un a participé à une représentation artistique dimanche avec son ancien agent de renseignement. Beaucoup pensaient qu'il avait été envoyé dans un camp de travail forcé. Kim Yong-chol était un des officiels de haut rang qui accompagnaient Kim Jong-un. Kim Yong-chol était le représentant du leader nord-coréen dans les discussions sur le nucléaire avec les États-Unis et était l'homologue du secrétaire d'État américain. Sa présence sur la photo publiée laisse entendre qu'il pourrait toujours avoir un poids politique. La semaine dernière, le *Chosun Ilbo*, un journal sud-coréen important, a indiqué que M. Kim aurait été blâmé pour le résultat du sommet américano-nord-coréen à Hanoï. Aucun accord n'avait été conclu. Le média sud-coréen rapporte aussi que le négociateur en chef nord-coréen en charge des États-Unis, Kim Hyok-chol, a été exécuté en mars après avoir été accusé d'être un espion de Washington. Toujours selon le rapport, la petite sœur de Kim Jong-un, Kim Yo-jong, se serait fait dire de se faire discrète en raison de son rôle dans l'échec du sommet. Le média nord-coréen n'a pas fait mention de leur situation.

(Radio Japon international, le 03-06-2019)

Kim Yong-chol, vice-ministre du comité central du Parti des travailleurs de la Corée du Nord, a assisté au spectacle donné par les membres des familles d'officiers militaires, où était présent le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un. C'est ce qu'a rapporté aujourd'hui l'agence de presse officielle du royaume ermite (KCNA). Il s'agit de sa première apparition officielle depuis 50 jours. À en juger par la place occupée par Kim Yong-chol dans la salle de spectacle, il paraît improbable que ce dernier ait été dégradé ou « purgé », à cause de l'échec du deuxième sommet entre P'yongyang et Washington, comme l'affirmaient récemment certaines rumeurs. Selon certains médias, Kim Hyok-chol, envoyé spécial pour les États-Unis, et Kim Song-hye, directrice du bureau des stratégies du département du Front uni, auraient été exécutés ou limogés. Mais rien n'est confirmé.
(KBS World Radio, le 03-06-2019)

Le Mossad accusé par Jawad Zarif de créer de faux renseignements impliquant l'Iran dans le sabotage de pétroliers saoudiens...

Le chef de la diplomatie iranienne Jawad Zarif a accusé le service de renseignement israélien Mossad de créer des informations de toutes pièces concernant l'attaque contre quatre pétroliers au large des côtes des Émirats arabes unis. Depuis son compte *Twitter*, Zarif a critiqué le conseiller américain à la Sécurité nationale, John Bolton, qui avait pointé du doigt l'Iran concernant l'incident des pétroliers. « Le garçon de la *B Team* qui crie au loup, crie encore une fois : cette fois, le Mossad a créé de toutes pièces des informations sur l'implication de l'Iran dans le sabotage à Fujairah. J'ai mis en garde contre les accidents et les « faux drapeaux », nous savons ce qui se passe quand vous croyez leurs mensonges. N'avons-nous pas déjà vu ce jeu ? » Le ministre iranien appelle *B Team*, le conseiller de la Maison-Blanche à la Sécurité nationale John Bolton, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane et le prince héritier d'Abou Dhabi, Mohammed ben Zayed. Lors d'une visite aux Émirats arabes unis la semaine dernière, Bolton avait accusé l'Iran d'être l'auteur des attaques contre quatre pétroliers dont deux Saoudiens, et avait affirmé que les preuves dans ce sens seront présentées au Conseil de sécurité de l'ONU.
(La voix de la Turquie, le 06-06-2019)

Un acteur étatique se trouverait derrière les sabotages de quatre pétroliers au large de Fujairah...

Une enquête multinationale sur le sabotage, le 12 mai, de quatre pétroliers a conclu à la responsabilité probable d'un acteur étatique. Mais aucune preuve ne permet à ce stade de dire qu'il s'agit de l'Iran, ont indiqué jeudi les Émirats arabes unis. Cette enquête a été menée par les Émirats avec le concours de l'Arabie saoudite et de la Norvège. Ces résultats préliminaires ont été présentés dans la journée aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU lors d'une réunion informelle organisée par la mission émiratie auprès des Nations unies. Bien que les investigations soient toujours en cours, il y a de fortes indications que les quatre attaques sont intervenues dans le cadre d'une opération sophistiquée coordonnée menée par un acteur doté de fortes capacités opérationnelles, vraisemblablement un acteur étatique, souligne un communiqué conjoint des Émirats, de l'Arabie et de la Norvège. Les États-Unis ont accusé l'Iran d'être très vraisemblablement derrière ces sabotages et avec l'objectif, selon eux, de faire monter les prix du pétrole alors que Washington tente d'empêcher avec des sanctions, Téhéran d'exporter son pétrole. L'Iran a rejeté toute implication. Les quatre navires, deux bateaux battant pavillon saoudien, un sous pavillon norvégien et un sous pavillon émirati, ont été endommagés par des explosions survenues dans les eaux territoriales émiraties près du port de Fujairah.
(La voix de l'Amérique, le 07-06-2019)

... MILITAIRE ...

Participation d'un bombardier B-52 à des manœuvres navales menées par l'USS Abraham Lincoln en mer d'Arabie...

L'armée américaine a annoncé, dimanche, avoir mené des manœuvres entre le porte-avions *USS Abraham Lincoln* et un bombardier stratégique B-52, en mer d'Arabie. Les forces aériennes américaines ont souligné dans un communiqué que les exercices menés samedi ont impliqué la sortie d'avions de types, FA18 *Super Hornet*, MH60 *Seahawk* et E2D *Graols* du porte-avions *Abraham Lincoln*, a rapporté *Associated Press*. Les manœuvres interviennent à la suite de l'envoi du porte-avions *USS Abraham Lincoln* et de bombardiers B-52 au Moyen-Orient par Washington, en mai dernier, sur fond de tension accrue entre Téhéran et Washington. La tension entre les deux pays est le résultat du retrait de Washington, en 2018, de l'accord nucléaire signé en 2015, et du renouvellement des

sanctions contre Téhéran. Le différend s'est renforcé, ces derniers jours, après l'annonce faite par le Pentagone sur l'envoi du porte-avions *USS Abraham Lincoln* et de bombardiers B-52 au Moyen-Orient. Cette décision est justifiée par l'existence de renseignements sur d'éventuelles préparations iraniennes pour mener des attaques contre les forces et les services américains.

(La voix de la Turquie, le 04-06-2019)

La Corée du Nord soupçonnée de produire de l'uranium enrichi dans le complexe nucléaire de Yongbyon...

38 North, un centre de recherche américain connu pour ses analyses sur la Corée du Nord, indique que le pays pourrait produire de l'uranium enrichi dans le complexe nucléaire de Yongbyon. *38 North* a diffusé son dernier rapport d'images satellites de l'usine de la centrale nucléaire. Il indique que les photos prises ces derniers mois montrent une dizaine de personnes et ce qui semble être un camion-citerne blanc près de l'usine. Le véhicule laisse derrière lui une bonbonne ou un container près de la salle de la centrifugeuse à gaz, là où l'uranium pourrait être enrichi pour le développement atomique. D'après le centre de recherche, il est difficile d'identifier la citerne comme une citerne d'azote liquide avec les images satellites seules mais elle pourrait correspondre. L'azote liquide est utilisé pour l'enrichissement de l'uranium. Si cela s'avère vrai, P'yongyang pourrait enrichir de l'uranium dans le but de mettre la pression aux États-Unis pour qu'ils fassent des concessions dans les négociations au sujet du nucléaire.

(Radio Japon international, le 06-06-2019)

L'usine d'enrichissement d'uranium de Yongbyon, le principal complexe nucléaire de Corée du Nord, serait toujours en activité. C'est ce qu'a rapporté hier *38 North*, un site internet américain spécialisé dans les activités nord-coréennes. Selon son analyse des dernières images satellites commerciales, des travailleurs, des véhicules et des équipements se déplaceraient sans cesse dans l'enceinte de l'usine d'enrichissement d'uranium. Le site web attire l'attention sur l'apparition d'un engin supposé être un camion-remorque blanc. Selon lui, ce véhicule ressemblerait beaucoup à un camion-citerne destiné à transporter de l'azote liquide. Un composé chimique nécessaire pour faire fonctionner les pièges à froid, un dispositif de refroidissement utilisé dans le processus d'enrichissement d'uranium. Si cela se confirme, ce camion servirait à remplir le réservoir d'azote liquide. Et cela prouverait bien que le site de Yongbyon continue à produire de l'uranium enrichi. Toutefois, *38 North* a ajouté qu'il était difficile d'affirmer tout cela en s'appuyant simplement sur des images satellites. Selon lui, il est pour le moment impossible de déterminer le niveau d'enrichissement et la quantité totale d'uranium enrichi par les 4 000 centrifugeuses. Par ailleurs, le site américain a rapporté qu'il n'y avait aucun signe laissant croire que le réacteur au plutonium de 5 MW, le réacteur expérimental à eau légère et le laboratoire de chimie et de radioactivité soient opérationnels.

(KBS World Radio, le 06-06-2019)

Washington en passe d'interrompre la formation sur les avions de combat F-35 des pilotes turcs...

Les États-Unis ont informé la Turquie qu'ils allaient cesser à la fin du mois prochain d'entraîner les pilotes de ce pays sur les F-35. Ces avions de combat ont été conçus aux États-Unis. Les deux nations sont en froid à cause de la volonté d'Ankara de mettre en service des systèmes russes de défense anti-aérienne. La partie américaine maintient que l'achat par la Turquie du système russe de missiles sol-air S-400 représente une menace pour les avions de combat furtifs F-35 que la Turquie souhaite aussi acquérir. Washington a décidé de geler la livraison de cet appareil jusqu'à ce qu'Ankara annule le projet d'acquisition du S-400. Le département américain de la Défense a publié vendredi une lettre envoyée par le secrétaire par intérim, Patrick Shanahan, à son homologue turc, Hulusi Akar. Washington dit qu'Ankara ne peut avoir à la fois le F-35 et le S-400. La lettre laisse entendre que les pilotes turcs actuellement aux États-Unis verront leur formation sur F-35 interrompue le 31 juillet. La missive indique également que les Américains suspendent la participation turque au programme conjoint de développement et de production de l'avion de combat ultramoderne. Les États-Unis interdisent aux militaires turcs d'entrer dans les bureaux des services impliqués dans le programme.

(Radio Japon international, le 08-06-2019)

Lors d'un reportage accordé à NTV en marge du Forum économique international de St-Pétersbourg, Sergueï Tchemezov, le PDG de la compagnie étatique russe d'industrie de défense Rostec, a annoncé

que le processus de livraison des systèmes de défense antiaérienne S-400 se déroulait comme prévu. « La formation des experts turcs pour l'utilisation des S-400 s'est achevée. Nous entamerons la livraison des S-400 à la Turquie dans les deux prochains mois » a-t-il affirmé. Tout de suite après cette déclaration, la vice-secrétaire américaine à la Défense chargée des acquisitions, Ellen Lord, et le sous-secrétaire adjoint à la Défense chargé des relations avec l'Europe et l'OTAN, Andrew Winteritz, ont affirmé que si, d'ici le 31 juillet, la Turquie n'a pas renoncé aux S-400, les pilotes turcs s'entraînant actuellement aux États-Unis au sujet des F-35 seront expulsés ». Ils ont également averti que la livraison du matériel utilisé dans le programme des F-35 sera suspendue. « En cas d'achat des systèmes S-400, la Turquie sera exclue du projet des F-35 » ont-ils déclaré. Les deux responsables américains ont précisé que l'administration américaine accordait de l'importance à son partenariat stratégique avec la Turquie et qu'elle ne souhaitait pas son retrait du programme des F-35. « En cas de réception des S-400, les mesures nécessaires seront prises dès 2020. Mais le processus est réversible si la Turquie renonce à l'acquisition des systèmes russes » ont-ils ajouté.

(*La voix de la Turquie, le 08-06-2019*)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Plus d'une trentaine de drones vendue par les États-Unis aux pays riverains de la mer de Chine méridionale...

Simultanément aux prétentions de Patrick Shanahan, secrétaire américain à la Défense par intérim, qui a dit qu'il ne tolérerait plus le comportement de la Chine en Asie, l'administration américaine a fait part de la vente de trente-quatre drones à des pays riverains de la mer de Chine méridionale, a rapporté *Reuters*. Ces drones doivent aider les alliés des États-Unis à récolter des renseignements en vue de limiter les actions de la Chine dans la région. La Malaisie, l'Indonésie, les Philippines et le Vietnam achètent ces drones pour 47 millions de dollars.

(*Press TV, le 04-06-2019*)

Les États-Unis s'apprêteraient à vendre pour près de 2 milliards de dollars d'armement à Taïwan...

Le ministère taïwanais de la Défense confirme vouloir acheter pour près de deux milliards de dollars d'armes aux États-Unis. Taipei souhaiterait acquérir 108 tanks de haute technologie et plus de 1 600 missiles. Cette transaction avec Washington enverrait un message fort à Pékin, alors que les deux superpuissances sont toujours à couteaux tirés en raison de questions liées au commerce et à la sécurité. Selon l'agence *Reuters*, le Congrès américain avait été mis au courant de façon informelle de la requête de Taipei. En mars dernier, la présidente de Taïwan Tsai Ing-wen a déclaré que l'ancienne île de Formose a besoin d'acheter davantage d'armes auprès des États-Unis afin de réagir face à la pression militaire grandissante de Pékin. La Chine considère Taïwan comme faisant partie de son territoire, conformément à ce qu'elle appelle le principe de « Chine unique ». Pékin a averti Washington de ne pas s'ingérer dans ce qu'il considère comme son territoire. Le ministre chinois de la Défense a déclaré récemment que son armée se battra jusqu'au bout si quiconque tentait de séparer Taïwan de la Chine continentale.

(*Radio Japon international, le 06-06-2019*)

Selon quatre sources anonymes citées par *Reuters*, Washington préparerait une vente d'armes d'une valeur supérieure à deux milliards de dollars américains à destination de Taïwan, soit environ 1,8 milliard d'euros. L'agence de presse britannique a évoqué une proposition informelle envoyée au Congrès américain. La vente concernerait notamment 108 chars de combat M1A2 *Abrams*, 1240 missiles antichars *TOW*, 409 missiles sol-air *Javelin* et 250 missiles antiaériens. Toujours selon *Reuters*, un responsable du département d'État américain aurait refusé de commenter ou de confirmer cette information. Lors d'une conférence de presse qui a eu lieu aujourd'hui, le porte-parole du ministère taïwanais des Affaires étrangères, Andrew Lee, a quant à lui affirmé que la Défense taïwanaise avait déjà formulé une liste de demande d'achat aux États-Unis. « Depuis que nous avons envoyé une lettre de demande d'achat de chars de combat M1A2, nous suivons de près ce dossier et nous continuons de communiquer étroitement. La partie américaine est donc actuellement en train d'étudier ce dossier. » Si cette vente se concrétise, une telle annonce pourrait agir comme une provocation supplémentaire envoyée par Washington à Pékin, dans un contexte de guerre commerciale et de tensions diplomatiques accrues.

(*Radio Taïwan international, le 06-06-2019*)

Les premiers avions de combat français Rafale livrés au Qatar...

L'agence de presse officielle qatarie QNA a fait savoir que le premier lot d'avions de combat *Rafale* fabriqués par la compagnie française Dassault Aviation a été remis au Qatar lors d'une cérémonie organisée sur la base de Dukhan, en la présence de l'Émir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, du ministre qatari de la Défense Khalid ben Mohammed Al-Atiyye et du chef d'état-major des armées Ganim ben Shahin Al-Ganim. Les pilotes des forces aériennes de l'émirat ont réalisé un spectacle aérien avec les *Rafales* lors de la cérémonie qui intervient à l'occasion du deuxième anniversaire du blocus appliqué au Qatar. L'agence de presse n'a pas précisé combien d'avions *Rafale* comprenait ce premier lot. Le Qatar avait signé en mai 2015 un accord avec Dassault Aviation pour l'achat de vingt-quatre avions de combat. Par la suite, l'achat optionnel de douze avions y avait été ajouté.
(*La voix de la Turquie, le 06-06-2019*)

La France aurait vendu deux frégates Gowind aux Émirats arabes unis, selon Le Parisien...

D'après une information du journal *Le Parisien*, un contrat a été signé secrètement entre le groupe français Naval Group et les Émirats arabes unis le 25 mars à Abou Dhabi. Selon ce contrat, deux frégates françaises de types *Gowind* ont été vendues aux Émirats arabes unis pour un montant de 750 millions d'euros. *France Info* et le site *Disclose* avaient indiqué, en se basant sur un document de la Direction du renseignement militaire (DRM) classé « confidentiel défense » et daté du 25 septembre 2018, que les armes vendues par le gouvernement français à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis sont utilisées au Yémen contre les houthis. Les journalistes ayant dévoilé l'usage au Yémen des armes françaises vendues à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, avaient fait l'objet d'une enquête ouverte par le parquet de Paris pour « compromission du secret de la défense nationale » et avaient été convoqués par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) sur la demande du ministère français des Armées.
(*La voix de la Turquie, le 08-06-2019*)



Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence
www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)
www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
148 rue de l'Université – 75007 Paris
Tel.: 01 78 42 26 67